



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REUNION

Préfecture
Direction des relations externes
et du cadre de vie

Saint-Denis, le 26 décembre 2017

Bureau du cadre de vie

ARRÊTÉ N° 2017 - 2791 /SG/DRECV

mettant en demeure la société SUEZ RV Réunion de respecter les prescriptions applicables à ses installations de transit et pré-traitement de déchets dangereux sises sur le territoire de la commune de Saint-Paul.

LE PREFET DE LA REUNION

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement notamment ses articles L.512-1 et L.171-8 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 263/SG/DICV/3 du 26 janvier 1995 modifié autorisant la société STAR à exploiter un centre de regroupement, de transit et de prétraitement d'huiles usagées ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2016-2348/SG/DRCTCV du 23 novembre 2016 portant agrément de la société STAR pour la collecte des huiles usagées dans le département de La Réunion ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 06 octobre 2017 et transmis à l'exploitant le 06 octobre 2017 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- VU** les observations de l'exploitant formulé par courrier en date du 24 octobre 2017 ;
- CONSIDERANT** que lors de la visite en date du 05 septembre 2017, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants, et que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 5 du cahier des charges annexé à son arrêté préfectoral d'agrément du 23 novembre 2016 susvisé :
- l'exploitant doit séparer les différentes qualités d'huiles collectées (huiles noires, huiles industrielles claires, huiles des transformateurs) ;
- CONSIDERANT** que la séparation de ces huiles doit être effectuée afin que les huiles usagées destinées à la valorisation énergétique sur la centrale thermique d'Albioma Bois Rouge soit uniquement des huiles noires ;
- CONSIDERANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SUEZ RV Réunion de respecter les prescriptions de l'article 5 susmentionné, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture.

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société SUEZ RV Réunion, exploitant des installations de transit et pré-traitement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de Saint-Paul, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5 du cahier des charges annexé à son arrêté préfectoral d'agrément du 23 novembre 2016, en mettant en place un système permettant de séparer les différentes qualités d'huiles collectées (huiles noires, huiles industrielles claires, huiles des transformateurs). Pour cela, un stockage séparé des huiles usagées noires destinées à l'élimination en filière locale par valorisation énergétique sur la centrale thermique d'Albioma Bois Rouge sera mis en place dans un délai de huit jours à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – Publicité et information

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

ARTICLE 4 – Délais et voies de recours

En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de La Réunion, par la personne qui en fait l'objet, par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle.

ARTICLE 5 – EXECUTION

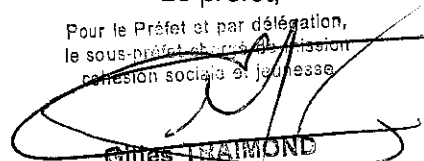
Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SUEZ RV Réunion et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Copie en sera adressée à :

- M. le sous-préfet de Saint-Paul,
- M. le maire de Saint-Paul,
- M. le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement, SPREI.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet chargé de mission
cohésion sociale et jeunesse



Gilles THAIMOND